



Evolutions de la méthode de construction des tarifs réglementés de vente d'électricité

Date de la contribution : 27/09/2024

Introduction

Les réponses de la FNCCR à la présente consultation s'inscrivent dans le prolongement des contributions qu'elle a faites lors de précédentes consultations de la CRE concernant la méthode de construction des tarifs réglementés de vente (TRVE). Nous nous permettons ainsi de rappeler notre opposition à l'application de la méthode de contestabilité des coûts, qui conduit à un renchérissement selon nous injustifié du niveau des TRVE et en l'occurrence, dans le cadre de la présente consultation, à devoir concevoir des exceptions quant à l'application de cette méthode pour préserver l'attractivité des options tarifaires du TRVE bénéfiques pour le système électrique.

La FNCCR a déjà eu l'occasion (cf. consultation n°2022-08 du 22 septembre 2022 relative aux évolutions de la méthode de construction des TRVE) de se prononcer pour un renforcement de l'attractivité de l'option HP/HC, ainsi qu'à toutes autres évolutions qui pourraient inciter les consommateurs et clients bénéficiant d'offres aux TRVE à mieux consommer en fonction des contraintes du système mais elle a souligné le fait qu'il convenait de prendre en compte la situation des consommateurs les plus vulnérables, qui ne disposent pas nécessairement de la faculté de reporter leurs consommations (faible élasticité prix de la demande des ménages en précarité énergétique, qui restreignent déjà de façon contrainte leurs consommations).

Par ailleurs, la FNCCR se réjouit de la perspective de la mise en application de la loi du 12 avril 2024 qui étend le bénéfice des TRVE, en supprimant le seuil de puissance de 36 kVA à compter du 1^{er} février 2025, une suppression qu'elle avait appelée de ses vœux à maintes reprises, pour autant elle s'interroge toujours sur la pérennité de l'existence de ces tarifs (dans leur globalité) au regard de la législation européenne, même récemment réformée.

3. Evolution des signaux tarifaires envoyés aux consommateurs

Question 1 : Avez-vous des remarques sur la méthode de calcul « d'empilement par option cible » envisagée par la CRE ?

La méthode de calcul « d'empilement par option cible » envisagée par la CRE paraît appropriée dans son objectif et semble cohérente dans sa construction.

Question 2 : Avez-vous des remarques sur la méthode de construction des tarifs par fixation d'un « ratio d'équilibre cible » envisagée par la CRE ?

La méthode de construction des tarifs par fixation d'un « ratio d'équilibre cible » envisagée par la CRE ne paraît pas appropriée en raison de son apparente subjectivité.

Question 3 : A - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la méthode par homothétie pour les tarifs Base et HPHC en 2025 ? B - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer la méthode d'empilement par option cible à partir de l'année 2026 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Question 3 A - Il paraît en effet nécessaire de maintenir l'attractivité de l'option HP/HC en attendant la mise en place d'une nouvelle méthode de calcul adaptée.

Questions 3B -

L'application de la méthode de calcul « d'empilement par option cible » à compter de 2026 semble opportune dans la perspective de la préservation de la méthode par empilement des coûts, que nous contestons par ailleurs.

Question 4 : Partagez -vous l'analyse de la CRE qu'il est nécessaire de faire évoluer de manière progressive le niveau de l'option Tempo, et ceci dès 2025 ?

Les évolutions attendues de l'offre Tempo en raison du calcul par empilement des coûts vont à l'encontre du maintien de l'attractivité de cette offre. Les augmentations lissées envisagées seront-elles suffisantes pour maintenir cette attractivité ? Dans ces conditions, la FNCCR se prononce contre l'idée selon laquelle il serait indispensable de faire évoluer le niveau de l'option Tempo, et plus généralement nous nous permettons de signaler les incohérences liées à l'application du principe de contestabilité des coûts en ce qui concerne l'attractivité des options tarifaires favorables au système électrique.

Question 5 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 18 kVA à 36 kVA à partir du mouvement tarifaire de février 2026 ?

Favorable

Commentaire :

Dans l'intérêt du système électrique, la FNCCR ne s'oppose pas à cette suppression dans la mesure où cette option est déjà en voie d'extinction depuis de nombreuses années et que les profils concernés disposent probablement de la capacité de répondre à un signal tarifaire les incitant à déplacer leurs consommations.

Question 6 : En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez -vous de conserver l'option Base pour les consommateurs de puissance souscrite 18-36 kVA ?

La FNCCR se permet de relever une incohérence dans la mesure où les fournisseurs alternatifs pourraient manifestement continuer à proposer de telles offres, dont la suppression serait par ailleurs imposée aux fournisseurs historiques dans l'intérêt du système électrique.

Question 7 : Êtes-vous favorable à la mise en extinction de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 9 kVA à 15 kVA, à partir du mouvement tarifaire de février 2025 ?

Défavorable

Commentaire :

La FNCCR n'est pas favorable à la mise en extinction de l'option Base du TRVE pour les clients disposant d'une puissance souscrite allant de 9 kVA à 15 kVA mais elle appelle de ses vœux une amélioration de l'attractivité des options HP/HC et de leur promotion auprès des clients concernés.

Question 8 : Que pensez-vous de faire un bilan de la mise en extinction de l'option Base des TRVE pour les puissances



souscrites 9-15 kVA d'ici 3 ans, dans la perspective d'une éventuelle suppression dans 4 à 5 ans ? et d'envisager à terme une suppression ?

La FNCCR n'est pas favorable à une mise en extinction de cette option, comme mentionné *supra*, ni à sa suppression. Si une mise en extinction de cette option tarifaire, à laquelle la FNCCR s'oppose donc, devait être retenue, un bilan avant toute décision paraît absolument indispensable. Il pourrait même être prévu des états des lieux intermédiaires avant la réalisation de ce bilan.

Question 9 : En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez -vous conserver l'option Base pour les nouveaux consommateurs de puissance souscrite 9-15 kVA ?

La FNCCR se permet de relever une incohérence dans la mesure où les fournisseurs alternatifs pourraient manifestement continuer à proposer de telles offres, dont la suppression serait par ailleurs imposée aux fournisseurs historiques dans l'intérêt du système électrique.

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'expérimentation, au sein des TRVE, d'une offre proposant un tarif plus bas toutes les heures de l'année, sauf pendant les périodes les plus tendues du système électrique (quelques heures en journée le matin et le soir, pendant les mois d'hiver), avec éventuellement des heures super creuses la nuit et le week-end ?

Favorable

Commentaire :

La FNCCR est favorable à l'expérimentation d'une telle offre dans la perspective d'un enrichissement du panel des offres proposées dans le cadre du TRVE mais se prononce pour la préservation de l'offre Base "classique" (pour les puissances souscrites 3-6 kVA et 9-15 kVA).

Question 11 : Voyez -vous d'autres évolutions permettant de mobiliser la flexibilité des consommateurs du secteur résidentiel ?

RAS

Question 12 : Si les résultats de l'expérimentation de la nouvelle option proposée par la CRE sont concluants, êtes-vous favorable à une éventuelle évolution de l'option Base vers cette option ?

La FNCCR se prononce contre cette éventualité et souhaite le maintien d'une option Base (simple). En fonction des résultats de l'expérimentation, cette nouvelle option Base/heures pointes pourrait venir enrichir en complément le panel des offres au TRVE comme mentionné *supra*. Il nous paraît en effet indispensable de conserver une offre "basique" inclusive dans l'intérêt des consommateurs les plus vulnérables (cf. problèmes cognitifs de certains publics, personnes âgées, etc.).

4. Méthode de construction des TRVE pour les sites souscrivant des puissances supérieures à 36 kVA

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'utilisation des profils ENT1 et ENT3 pour la construction des TRVE sup 36 kVA pour l'année 2025 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

L'utilisation des profils ENT1 et ENT3 ne peut être une solution pérenne, n'étant pas représentative. Elle ne doit selon nous être retenue qu'à défaut d'autres possibilités.

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit en utilisant les consommations du portefeuille des consommateurs souscrivant aux TRVE sup 36 kVA à partir de l'année 2026 ? Ou préférez-vous l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit à partir d'une agrégation de courbes de charges transmises par les gestionnaires de réseaux ou par les fournisseurs ?

Favorable

Commentaire :

La FNCCR se satisfait de la mise en œuvre de la loi du 11 avril 2024 supprimant le plafond de 36 kVA, puisqu'elle a milité pour cette évolution de longue date.

Pour ce qui concerne la détermination des profils des consommateurs, il nous semble plus pertinent de disposer d'au moins deux profils, un pour les sites supérieurs à 36 kVA et un autre pour les sites haute tension dont les caractéristiques seront élaborées à partir d'une agrégation de courbes de charges transmises par les gestionnaires de réseaux et publiées.

Question 15 : Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs en basse tension sup 36 kVA ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE afin de maintenir un signal tarifaire qui est déjà appliqué dans les offres actuelles pour les sites disposant d'une puissance souscrite supérieure à 36 kVA. Cette proposition permettrait d'assurer une continuité dans la gestion opérationnelle de ces sites d'autant plus que la reprise de postes **horosaisonniers** telle qu'envisagée est cohérente avec l'approvisionnement des fournisseurs historiques autre qu'EDF (ELD via le tarif de cession).

Question 16 : Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs haute tension ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs haute tension afin de maintenir un signal tarifaire. Par ailleurs, cette proposition est cohérente avec l'approvisionnement des fournisseurs historiques autre qu'EDF (ELD via le tarif de cession).

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer une méthode de calcul identique pour les TRVE sup 36kVA et inf 36kVA à l'exception des composantes suivantes : coûts d'acheminement, coûts de commercialisation, coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?

Favorable

Commentaire :

La FNCCR est favorable à une méthode de calcul identique des TRVE supérieurs à 36 kVA et à la prise en compte de spécificités en ce qui concerne le calcul des coûts d'acheminement et du complément d'approvisionnement en capacité de marché (dans la mesure où cette exception se limite aux années 2025 et 2026).

Question 18 : Êtes-vous favorable aux modalités de prise en compte des coûts d'acheminement dans les TRVE supérieurs à 36 kVA envisagées par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

En ce qui concerne les opérations d'autoconsommation, il convient de rappeler que leur nombre ne cesse de s'accroître d'année en année. Elles représentent plus de 550 000 sites et 12% de la puissance installée uniquement pour le photovoltaïque. A la suite de la crise énergétique de 2022, ces modèles sont de plus en plus développés, notamment par les collectivités. Pour la FNCCR, il convient de promouvoir ces nouvelles formes d'approvisionnement et d'organisation territoriale. Les coûts d'acheminement ne doivent pas constituer un frein à leur développement. Mais dans le même temps, il est nécessaire que ces opérations participent, à leur juste niveau, au financement d'une alimentation électrique de qualité, ininterrompue et péréquée sur l'ensemble du territoire national.

La FNCCR est favorable à la proposition de la CRE mais estime qu'il est nécessaire d'effectuer une analyse complémentaire sur l'impact de la majoration annuelle de la prime fixe pour les autoconsommateurs individuels avec injection

Question 19 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir comme référence de coûts commerciaux des TRVE sup 36 kVA, pour l'année 2025, les coûts de commercialisation des TRVE bleus non résidentiels ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

La FNCCR ne se prononce pas.

Question 20 : Êtes-vous favorable à la période de lissage envisagée par la CRE pour le coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

La FNCCR ne se prononce pas.

5. Autres évolutions concernant la méthode de fixation des tarifs réglementés de vente d'électricité

Question 21 : Êtes-vous favorable à une date d'évolution des TRVE au 1er janvier de chaque année dans le cadre de la fin de l'ARENH ? Si oui, êtes-vous favorable à une modification de la date d'évolution dès le mouvement tarifaire de janvier 2026 ?

Favorable

Commentaire :

La FNCCR est favorable à une évolution de la date d'évolution des TRVE au 1^{er} janvier de chaque année, et ce dès le mois de janvier 2026. Il conviendrait cependant que les services de la CRE et les ministres compétents, rendent disponibles les grilles tarifaires suffisamment en amont pour que les fournisseurs historiques puissent se les approprier et être en mesure d'adapter leurs SI de facturation.

Question 22 : Que pensez-vous de la proposition de la CRE d'inclure une brique supplémentaire lié à l'exposition des fournisseurs alternatifs au spread bid -ask lors de la participation aux marchés de gros ?

Défavorable

Commentaire :

La FNCCR n'est pas favorable à une proposition visant à renchérir le niveau des TRVE, en application du principe de contestabilité de ces tarifs.

Question 23 : La méthode de prise en compte de l'exposition au spread bid-ask proposée par la CRE vous semble-t-elle refléter les coûts portés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quel niveau du paramètre X vous semble adapté pour refléter les coûts supportés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quelle méthode alternative proposeriez-vous ?

La FNCCR n'est pas favorable à une proposition visant à renchérir le niveau des TRVE, en application du principe de contestabilité de ces tarifs.

Question 24 : Si vous êtes un fournisseur alternatif ou un agrégateur agissant pour le compte d'un fournisseur alternatif, retranscrivez-vous ces frais dans vos offres de fourniture ? Si oui, par quelle méthode ?

RAS

Question 25 : Si vous êtes un fournisseur d'électricité, quelle structure de marge adoptez-vous pour couvrir les risques quantifiables et non quantifiables pesant sur votre activité ?

RAS

Question 26 : Quel serait selon vous le niveau de couverture des risques à intégrer dans la rémunération normale des TRVE applicable en 2026 ?

La FNCCR n'est pas favorable à une proposition visant à renchérir le niveau des TRVE, en application du principe de contestabilité de ces tarifs.

Question 27 : A l'issue de la crise énergétique considérez -vous que la modélisation du risque thermosensibilité de la CRE répond toujours correctement aux besoins des fournisseurs, en reflétant fidèlement les surcoûts supportés ? Dans le cas contraire, quelles propositions d'évolution de la modélisation des surcoûts liés au risque thermosensibilité à intégrer au TRVE feriez -vous ?

RAS

Question 28 : Êtes-vous favorable à l'évolution de la définition du coût des écarts proposée par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

La FNCCR n'est pas favorable à une proposition visant à renchérir le niveau des TRVE, en application du principe de contestabilité de ces tarifs.

Question 29 : Quel niveau du paramètre X proposeriez -vous afin de refléter au mieux les coûts supportés par un fournisseur alternatif répliquant la méthode d'approvisionnement du TRVE ?

La FNCCR ne se prononce pas, désavouant l'application du principe de contestabilité des tarifs.



Question 30 : A - Quelle référence de prix des CEE vous semble la plus adaptée pour une construction transparente et contestable des coûts commerciaux inclus dans les TRVE ? B - Quelles seraient les méthodes de calcul à appliquer à cette référence, en particulier s'agissant de la durée de lissage et des produits considérés ?

Question 30 A La FNCCR émet une réserve quant à la robustesse des indices Emmy Spot classique et précarité pour servir de référence proche de la réalité des coûts en question. La référence à un indice de marché pour les transactions de CEE paraît trop incertaine, notamment en raison des évolutions réglementaires concernant le dispositif (évolution des fiches standardisées, bonifications, évolution des objectifs, ...) en cours ou fin de période qui confèrent peu de lisibilité et de fiabilité à cet indice. Il nous paraît par ailleurs important de signaler que de nombreuses transactions de CEE échappent à l'indice Emmy Spot et se font sur la place de marché C2E Market, au moyen des programmes CEE ou lors de conventionnement de gré à gré.

Question 30 B : La FNCCR ne se prononce pas.

Liste des pièces jointes à la contribution :

FNCCR_consultation TRVE.pdf